

SUPRA

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

SUPRA

28 Rue du Général Leclerc - 67210 OBERNAI
Société anonyme au capital de 1 682 089 €
RCS Saverne n° B 675 880 710

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

SUPRA

Période du
1^{er} janvier 2011 au
30 juin 2011

Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société SUPRA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé.

SUPRA

Période du
1^{er} janvier 2011 au
30 juin 2011

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « 1. *Faits marquants de l'exercice* » du chapitre A « *Faits caractéristiques* » et 1.2 « *Immobilisations corporelles* » du chapitre B « *Principes, règles et méthodes comptables appliqués* » de l'annexe relatives d'une part aux plans d'amortissements des équipements industriels et d'autre part à la reprise des amortissements dérogatoires.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Fait à Strasbourg, le 30 août 2011

Le commissaire aux comptes

Mazars :



Valentin WITTMANN

①

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050 2011

Désignation de l'entreprise : SUPRA S.A. Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12

Adresse de l'entreprise 28 rue du Général Leclerc, 67216 Obernai Durée de l'exercice précédent * 12

Numéro SIRET * 67588071000032 Néant *

				Exercice N clos le, 30/06/2011	N-1 31/12/2010	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4	
Capital souscrit non appelé (I)		AA				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB 319	AC 303	16	48	
	Frais de développement *	CX	CQ			
	Concessions, brevets et droits similaires	AF 2 827 719	AG 2 004 944	822 775	885 257	
	Fonds commercial (1)	AH 1 041 672	AI 1 041 672			
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK			
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM			
	Terrains	AN 377 480	AO 152 322	225 158	225 158	
	Constructions	AP 10 005 487	AQ 8 086 773	1 918 714	2 076 018	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR 12 820 629	AS 9 539 977	3 280 652	3 133 448	
	Autres immobilisations corporelles	AT 1 202 487	AU 927 819	274 668	281 183	
Immobilisations en cours	AV 171 823	AW	171 823	155 924		
Avances et acomptes	AX	AY				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT			
	Autres participations	CU	CV			
	Créances rattachées à des participations	BB	BC			
	Autres titres immobilisés	BD 12 195	BE	12 195	13 820	
	Prêts	BF 205 550	BG	205 550	245 073	
	Autres immobilisations financières *	BH 352 681	BI 85 371	267 309	236 709	
TOTAL (II)		BJ 29 018 047	BK 21 839 184	7 178 863	7 252 642	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL 3 010 829	BM 240 718	2 770 110	2 991 384
		En cours de production de biens	BN 1 063 139	BO 184 023	879 115	1 162 931
		En cours de production de services	BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR 6 058 229	BS 212 151	5 846 077	4 110 342
		Marchandises	BT 7 532 856	BU 295 818	7 237 037	4 470 686
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV 147 348	BW	147 348	805 024
		Clients et comptes rattachés (3) *	BX 9 949 445	BY 1 122 997	8 826 447	15 052 636
		Autres créances (3)	BZ 3 797 011	CA	3 797 011	2 062 018
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :.....)	CD	CE		
Disponibilités		CF 83 677	CG	83 677	2 508 007	
Charges constatées d'avance (3) *		CH 427 105	CI	427 105	126 428	
TOTAL (III)		CJ 32 069 642	CK 2 055 710	30 013 932	33 289 457	
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecarts de conversion actif *	CN			77	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO 61 087 690	1A 23 894 894	37 192 795	40 542 177	
Renvois : (1) Dont droit au bail :	21 342	(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP	(3) Part à plus d'un an :	CR	
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :		Créances :		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise SUPRA S.A.		Néant <input type="checkbox"/>		
		Exercice N	Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 1 682 088)	DA	1 682 088	1 682 088
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	2 513 770	2 513 770
	Écarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	168 208	168 208
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	8 776 442	8 776 442
	Report à nouveau	DH	6 748 027	14 854 971
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(7 647 641)	(8 106 944)
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		616 625
	TOTAL (I)	DL	12 240 896	20 505 163
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
Avances conditionnées		DN		
TOTAL (II)		DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	1 646 145	1 650 731
	Provisions pour charges	DQ	1 284 326	1 284 326
	TOTAL (III)	DR	2 930 471	2 935 057
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	6 496 566	135 936
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	8 124 331	8 274 454
	Dettes fiscales et sociales	DY	4 816 105	4 851 070
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	234 209	374 086
Compte régul.	Autres dettes	EA	2 079 094	3 466 407
	Produits constatés d'avance (4)	EB	271 120	
TOTAL (IV)	EC	22 021 427	17 101 956	
Écarts de conversion passif *	ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	37 192 795	40 542 177	
RENVOLS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	21 830 784	17 101 956	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	6 437 802		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

		Exercice N						Exercice (N-1)	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
Désignation de l'entreprise : SUPRA S.A.								Néant <input type="checkbox"/> *	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	5 514 156	FB	517 642	FC	6 031 798	27 204 073	
	Production vendue	{ biens * services *	FD	6 729 234	FE	2 302 943	FF	9 032 177	33 134 379
			FG	1 715 420	FH	9 184	FI	1 724 604	4 708 978
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	13 958 810	FK	2 829 769	FL	16 788 579	65 047 430	
	Production stockée *				FM	1 331 425	957 205		
	Production immobilisée *				FN	48 342	30 296		
	Subventions d'exploitation				FO	4 832	174 706		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)				FP	1 780 574	2 306 101		
	Autres produits (1) (11)				FQ	22 991	45 530		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	19 976 744	68 561 269	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *				FS	6 656 814	16 848 629		
	Variation de stock (marchandises) *				FT	(2 772 013)	468 822		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *				FU	4 088 282	12 177 603		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *				FV	257 861	52 767		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *				FW	7 200 153	17 600 935		
	Impôts, taxes et versements assimilés *				FX	587 030	1 470 793		
	Salaires et traitements *				FY	7 535 749	15 349 825		
	Charges sociales (10)				FZ	3 180 907	6 260 695		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements *		GA	859 968	2 070 112		
			- dotations aux provisions		GB		1 041 672		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *	GC	986 680	1 606 661				
	Pour risques et charges : dotations aux provisions	GD	512 734	1 783 883					
	Autres charges (12)				GE	81 101	328 950		
Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	29 175 272	77 061 351		
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	(9 198 528)	(8 500 082)		
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *			(III)	GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré *			(IV)	GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK	42	52		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	9 741	22 633		
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	55			
	Différences positives de change				GN	12 464	148 954		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO	8 932	11 359		
Total des produits financiers (V)					GP	31 236	183 000		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *				GQ		(8 301)		
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	153 557	174 718		
	Différences négatives de change				GS	8 638	46 035		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT				
Total des charges financières (VI)					GU	162 196	212 452		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	(130 959)	(29 452)		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	(9 329 487)	(8 529 534)		

Désignation de l'entreprise		SUPRA S.A.		Néant <input type="checkbox"/>		
		Exercice N		Exercice N - 1		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	135 000	4 459		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	102 005	113 606		
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	616 625	176 432		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	853 630	294 498		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	70 664	10 917		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	495 142	90 988		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	2 904	208 768		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	568 711	310 674		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	284 919	(16 175)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ		0		
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	(1 396 926)	(438 765)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	20 861 612	69 038 768		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	28 509 253	77 145 713		
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	(7 647 641)	(8 106 944)		
RENVois	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO				
	(2) Dont	produits de locations immobilières	HY			
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG			
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP	5 490	70 277	
		- Crédit-bail immobilier	HQ			
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH				
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ				
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK				
	(6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX				
	(9) Dont transferts de charges	A1	112 543	139 867		
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2				
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3				
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4				
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9						
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :			Exercice N			
			Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :			Exercice N			
			Charges antérieures	Produits antérieurs		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

SUPRA

Société Anonyme au capital de 1 682 088.91 euros
Siège social : 28, rue du Général Leclerc, 67210 OBERNAI
R. C. : Saverny B 675 880 710
SIRET : 675 880 710 000 32

ANNEXE DES COMPTES

au 30 juin 2011

Annexe aux comptes semestriels pour la période du 01.01.2011 au 30.06.2011, dont :

- le total bilan s'établit à **37 192 795 €**
- le résultat semestriel est une perte de **7 647 641 €**.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du **29 août 2011**.

A. Faits caractéristiques

1. Fait marquants du premier semestre.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2011 s'établit à 16 789 K€, en recul de 22% par rapport au premier semestre 2010 soit -4,7 M€. Les ventes de climatiseurs ont été abandonnées. Au 30 juin 2010, cette activité représentait un chiffre d'affaires de 1 332 K€. Le chiffre d'affaires au 30 juin 2010 à périmètre constant (hors impact des climatiseurs) était de 20 189 K€ ce qui représente un recul de -3,4 M€ soit -16,8%.

Cette baisse d'activité provient d'une forte prudence de l'ensemble des réseaux (impact LME et niveau de stocks dans les magasins). L'impact de la météo défavorable de début d'année, la faible consommation en règle générale et l'attente de la livraison des nouveautés 2011 par nos clients distributeurs expliquent pour l'essentiel le recul d'activité.

Le résultat d'exploitation passe de -7 418 K€ à -9 198 K€ à fin juin 2011 du fait du manque d'activité et d'un stock de produits finis beaucoup plus faible que l'année précédente.

Le résultat net passe pour sa part de -7 279 K€ à -7 648 K€.

Le recul du premier semestre 2011 vient essentiellement d'un déstockage massif de l'ensemble de la filière et en particulier des grandes surfaces de bricolage. D'autre part, la faiblesse de la consommation des clients au premier semestre et l'attente des nouvelles gammes par nos clients distributeurs ont impacté négativement le chiffre d'affaires.

Nous retrouvons cette prudence au niveau du portefeuille avec un recul de 20% par rapport à fin juin 2010 malgré de meilleurs référencements chez nos plus gros clients. En effet, l'ensemble de nos nouveautés 2011 a été très bien accueilli par l'ensemble des réseaux. Notre capacité à livrer des très fortes quantités à partir du mois d'août et l'importance des réassorts à partir du mois d'octobre détermineront notre chiffre d'affaires annuel.

La réflexion engagée sur l'avenir du site de production à Obernai avait conduit la Direction de la société à prendre la décision, dès 2010, de revoir les plans d'amortissements des équipements

ANNEXE DES COMPTES au 30/06/2011

pour tenir compte de leur terme probable d'utilisation à fin 2012 et d'accélérer la dépréciation des installations. Cette réflexion n'ayant pas abouti en 2011, il a été décidé de revenir aux durées d'amortissements initiales. A ce titre, les dotations complémentaires sur le 1^{er} semestre 2011 n'ont pas été constatées pour 706 K€.

Au vu des pertes fiscales de l'année 2010, nous avons décidé de reprendre l'ensemble des amortissements dérogatoires soit un impact positif de 616 K€ sur le résultat net.

Enfin, nous avons décidé de reporter en arrière le déficit fiscal réalisé sur l'exercice 2010 pour un montant de 3 572 K€. Le montant de carry-back qui en résulte, soit 1 191 K€, a été constaté en créance sur le premier semestre 2011.

2. Consolidation

La société SUPRA est consolidée par la société EDF Energies Nouvelles selon la méthode de l'intégration globale.

3. Evènements post clôture

Par communiqué de presse du 29 juillet 2011, EDF Energies Nouvelles Réparties (EDF ENR) a annoncé être entrée en négociation exclusive avec PERCEVA Capital dans le cadre de l'étude de la cession d'un bloc de contrôle majoritaire de notre société (coté au Compartiment C Eurolist). EDF ENR détient aujourd'hui 81.3% du capital de Supra SA.

Le projet de PERCEVA Capital est de soutenir notre plan stratégique, visant à confirmer le leadership sur notre marché tant en France qu'à l'export, en s'appuyant sur notre équipe de direction.

PERCEVA Capital propose d'acheter à EDF ENR 58% des titres Supra SA à un prix par action égal à 10.88 €, EDF ENR devenant actionnaire minoritaire de notre société via le véhicule de reprise auquel elle apporterait en nature le solde de sa participation dans Supra sur la base du même prix de 10.88 € par action.

La proposition de PERCEVA sera soumise prochainement à la consultation de nos instances représentatives du personnel. La réalisation de cette opération serait en outre soumise à des conditions suspensives, notamment à l'approbation des autorités françaises compétentes. A l'issue de ces opérations, un projet d'offre publique d'acquisition simplifiée, portant sur les titres des actionnaires minoritaires de la société Supra SA, serait déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers à un prix par action égal à 10.88 €.

4. Informations concernant les risques de marché

La société SUPRA effectue des achats en devises USD et se couvre sur les taux de changes en fonction des achats projetés dans cette monnaie. Les éléments techniques concernant cet outil de couverture figurent dans le paragraphe E.3.b. La société SUPRA n'est pas exposée à d'autres risques de marchés.

B. Principes, règles et méthodes comptables appliqués

1. Modes et méthodes d'évaluation appliqués aux états financiers

Les états de synthèse de notre société pour l'exercice 2011 ont été établis conformément aux dispositions du code de Commerce, du décret n°67.236 du 23 mars 1967 et du règlement n°2000-06 concernant les nouvelles règles d'évaluation des passifs.

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes avec comme hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes.

1.1. Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend :

- un droit au bail,
- des brevets totalement amortis,
- plusieurs logiciels informatiques amortis sur 12 mois lorsqu'il s'agit de logiciels de bureautique et entre 3 à 10 ans pour les logiciels de gestion,
- les malis de fusion de Feu Style et Biomee.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges qui s'élèvent pour le premier semestre 2011 à 419 379 €.

Immobilisations incorporelles nettes <i>(en millions d'euros)</i>	Décembre 2009	Juin 2010	Décembre 2010	Juin 2011
Logiciels	0,8	0,8	0,7	0,7
mali de fusion Feu Style	0,5	0,5		
mali de fusion Biomee	0,5	0,5		
Autres	0,1	0,1	0,2	0,1
Total immobilisations incorporelles nettes	1,9	1,9	0,9	0,8

Les opérations de transmissions universelles de patrimoines réalisées en 2009 avec les sociétés FEU&STYLE et BIOMEe ont conduit à la constatation à l'actif du bilan de la société SUPRA de deux malis de confusion.

Ces opérations ont été comptabilisées en conformité avec les textes comptables applicables en la matière à savoir le règlement CRC N° 2004-01 du CRC complété par le règlement

2005-09 et les 3 avis du comité d'urgence du CRC : avis N°2005-C du 4 mai 2005, avis N°2006-B du 5 juillet 2006 et avis 2007-D du 15 juin 2007.

Ces malis s'élevaient respectivement à fin 2009 à 509 113 €, pour la société FEU STYLE, et à 532 560 € pour la société BIOME. Ces deux malis correspondent à une quote-part de la différence entre le prix payé par notre société pour acquérir l'intégralité des titres et la valeur des actifs nets apportés. Cette quote-part complémentaire est justifiée par les avantages futurs attendus de la prise de contrôle de ces entités.

Le chiffre d'affaires de l'entité FEU STYLE a connu une baisse significative de 46% en 2010 par rapport à 2009. Un test sur la valeur a donc été effectué à fin 2010 tenant compte d'hypothèses de développement revues à la baisse.

Cette évaluation du mali de confusion a été réalisée comme en 2009 sur la base de free cash flow (MBA après financement des investissements). La somme de ces free cash-flows actualisés a permis ainsi de déterminer la valeur nette comptable de la business unit et ainsi d'évaluer le montant des malis de confusion à activer. La somme de ces free cash flow étant négative l'intégralité du mali de confusion a été provisionnée soit 509 113 € conformément au paragraphe 4.5.2 du règlement n°2004-01 du CRC. Ce test sur la valeur n'avait pu être effectué au 30 juin 2010 du fait de la forte saisonnalité de l'activité.

Pour Biomee, la même analyse a été faite et les perspectives d'activité et de résultat réactualisées conduisent à ne plus justifier l'actif incorporel de 532 560 €. L'évaluation a été faite selon les mêmes modalités techniques que ci-dessus.

1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais) lorsque la société procède à des travaux conduisant à la construction d'équipements ayant le caractère d'actif ceux-ci sont estimés à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire.

Dans le cadre de l'application du règlement sur les actifs la société SUPRA a estimé en 2005 de nouvelles durées d'amortissements correspondant à la durée réelle d'utilisation de certains biens inscrits à l'actif acquis avant le 31 décembre 2004. Le montant des amortissements qui ont ainsi été reportés et qui restent à constater au 30 juin 2011 s'élève à 598 521,35 €.

Pour les biens acquis après 2005 il n'y a plus de différence entre les durées d'amortissement économiques et les durées d'amortissement comptables.

Catégorie d'immobilisations	Durée d'amortissement	Application de la Réglementation sur les actifs
- constructions		
• structure du bâtiment		40 ans
• autres composants		10 à 20 ans
- agencements/aménagements des constructions	5 à 10 ans	10 à 20 ans
- matériel et outillage industriels	3 à 8 ans	5 à 10 ans
- matériel de transport	4 à 5 ans	
- agencements, aménagements, insti. Divers	5 à 10 ans	
- matériel et mobilier de bureau et informatique	4 à 8 ans	

Les informations concernant le nantissement, la liste et le montant des engagements financiers sur les immobilisations corporelles données en nantissement de dettes sont communiquées au paragraphe « Engagements donnés » dans l'annexe.

La réflexion engagée sur l'avenir du site de production à Obernai avait conduit la Direction de la société à prendre la décision, dès 2010, de revoir les plans d'amortissements des équipements pour tenir compte de leur terme probable d'utilisation à fin 2012 et d'accélérer la dépréciation des installations. Cette réflexion n'ayant pas abouti en 2011, il a été décidé de revenir aux durées d'amortissements initiales. A ce titre, les dotations complémentaires sur le 1^{er} semestre 2011 n'ont pas été constatées pour 706 K€.

1.3. Les immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Des dotations pour dépréciation sont calculées le cas échéant lorsque la valeur vénale ou de recouvrement est inférieure à la valeur comptable à la date de clôture.

1.4. Les stocks

Les stocks de produits fabriqués et produits en cours de fabrication ont été évalués au coût de production. Les matières premières et le stock de marchandises ont été évalués au coût d'achat moyen pondéré. Les matières premières, produits finis et marchandises sont dépréciés pour tenir compte de la rotation lente, de l'obsolescence et de la valeur nette de réalisation. Une dépréciation est calculée pour les stocks ne figurant plus au tarif de l'année à venir, ainsi que pour des articles dont les quantités peuvent excéder au minimum un an de consommation.

Nous avons constitué une provision de 482 104 € à fin décembre 2010 au titre des articles en fin de gamme. Au 30 juin 2011, en tenant compte des déstockages, cette provision est de 404 324 €.

Nous actualiserons cette provision à la fin de l'année 2011 pour tenir compte du renouvellement des gammes et de l'écoulement des anciennes gammes.

1.5 Créances et dettes

1.5.1 Provisions pour dépréciations des créances douteuses.

La méthode appliquée concernant les contentieux au 30 juin 2011 est la suivante : provisionnement à 100%, sauf cas identifié avec un risque de non recouvrement partiel qui sera provisionné à due concurrence du risque.

1.5.2 Provisions pour dépréciations des créances échues.

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. En cas de risque de non recouvrement identifié sur les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les méthodes suivantes :

- **Pour la France** :
 - Provisionnement des factures échues à 25% ou 50% de l'encours HT en fonction du retard de paiement
 - Les centrales d'achats ne sont pas provisionnées
- **Pour l'export** :
 1. Factures échues de 1 à 90 jours / date de clôture : pas de provision
 2. Factures échues à plus de 90 jours / date de clôture : provisions de 10% à 100% de l'encours total en fonction de l'existence ou non d'une assurance crédit et de la maturité des créances.

1.5.3 Autres dettes d'exploitation

Les autres dettes d'exploitation sont constatées pour leur valeur nominale. La revue de nos méthodes d'évaluation et l'analyse complémentaire des risques nous ont conduits en 2007 à constater une charge complémentaire de 722 258 € avant impôt.

Au 30 juin 2011, l'analyse du risque a conduit à un solde de 379 885 €.

1.5.4 Disponibilités

Les mouvements affectant les comptes bancaires sont enregistrés en date d'opération. Le poste disponibilités intègre des valeurs à l'encaissement pour un montant total de 51 092 €.

2. Présentation des informations chiffrées

Toutes les valeurs indiquées dans les différents tableaux et rubriques ci-après sont exprimées en Euros.

C. Informations relatives au bilan

TABLEAU DE MOUVEMENTS D'IMMOBILISATIONS BRUTES en €

	Bilan Ouverture	Acquisitions	Cessions	Transferts compte à compte	Bilan au 30-juin-11
Logiciels	2 103 666	86 560		14 721	2 204 946
Mali de confusion Feu Style	509 113				509 113
Mali de confusion E-bois	532 560				532 560
Autres immobilisations incorporelles	564 889	48 204		10 000	623 093
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		0	0	0	0
Total immob. incorporelles	3 710 228	134 764	0	24 721	3 869 712
Terrains	377 480				377 480
Constructions sur sol propre	4 839 934				4 839 934
Installations générales & aménagement constructions	5 132 138	30 415		3 000	5 165 554
Installations techniques matériels et outillages	12 352 954	798 986	467 108	135 797	12 820 629
Matériel de transport	221 520		103 926		117 593
Matériel de bureau	1 059 816	27 702	2 624		1 084 895
Emballages récupérables & divers					0
Immobilisations en cours	155 925	180 961	1 545	-163 517	171 823
Total immob. corporelles	24 139 767	1 038 065	575 203	-24 721	24 577 907
Autres participations					0
Créances rattachées à des participations					0
Autres titres immobilisés	13 820		1 624		12 196
Prêts & autres immobilisations financières	567 155	50 000	58 923		558 231
Total immob. financières	580 975	50 000	60 548	0	570 427
Total général	28 430 969	1 222 828	635 751	0	29 018 046

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS en €

	Solde ouverture	Dotations linéaires	Diminutions	Transfert compte à compte	Bilan au 30-juin-11
Logiciels	1 335 929	184 446		-1 933	1 518 442
Immobilisations incorporelles	447 320	37 552		1 933	486 805
Total immob. incorporelles	1 783 249	221 998	0	0	2 005 247
Terrains	152 322				152 322
Constructions sur sol propre	4 686 756	101 132		-155 637	4 632 251
Agencements installations	3 209 298	89 588		155 637	3 454 523
Matériel & outillage	9 219 506	455 234	161 881	27 118	9 539 977
Matériel de transport	163 974	11 676	37 550	-35 338	102 761
Matériel de bureau & inform.	836 178	-16 755	2 585	8 220	825 058
Emballages récupérables divers					
Total immob. corporelles	18 268 034	640 875	202 016	0	18 706 893
Total général	20 051 283	862 873	202 016	0	20 712 140

La dotation est comptabilisée dans les postes suivants :

- 681111 Immobilisations incorporelles
- 681122 Terrains
- 681123 Constructions sur sol propre
- 681123 Agencements installations
- 681125 Matériel & outillage
- 681128 Matériel de transport
- 681128 Matériel de bureau & informatique

TABLEAU DES STOCKS en €

	Brut	Provision	Net au 30/06/2011	Net au 31/12/2010
Matières Premières	3 010 829	240 719	2 770 110	2 991 384
En-Cours	1 063 140	184 024	879 116	1 162 931
Produits Finis	6 058 229	212 152	5 846 077	4 110 342
Produits Négoce	7 532 856	295 818	7 237 038	4 470 686
TOTAL	17 665 054	932 713	16 732 341	12 735 343

ETAT DES PROVISIONS en €

Nature des provisions	Montant début exercice	Augmentations	Reprise des provisions non utilisées	Reprises des provisions utilisées	Montant au 30-juin-11
Amortissements dérogatoires	616 626		616 626		0
Total provisions réglementées	616 626	0	616 626	0	0
Provisions pour litiges prud'hommes	693 473	512 735	200 237	312 029	693 942
Provisions litiges risques et charges	136 600		5 000		131 600
Provisions pour garanties données aux clients	820 603				820 603
Provision perte de change	56			56	0
Provision pour retraites IFC	1 198 585				1 198 585
Provisions pour retraites et médailles du travail	85 741				85 741
Total provisions pour risques et charges	2 935 058	512 735	205 237	312 085	2 930 471
Provision pour dépréciation s/immob. incorporelles	1 041 673				1 041 673
Provision pour dépréciation. s/immob. financières	85 371				85 371
Provision pour dépréciation s/stocks et en-cours	1 084 134	932 713	1 084 134		932 713
Provision pour dépréciation s/cptes clients	1 135 663	153 300	127 366	38 599	1 122 998
Prov. pour dépréciation des débiteurs divers	0				0
Total provisions pour dépréciation	3 346 841	1 086 013	1 211 500	38 599	3 182 755
TOTAL GENERAL	6 898 525	1 598 748	2 033 363	350 684	6 113 226

Nature des provisions	Augmentations	Diminutions
dont dotations et reprises d'exploitation	1 598 748	1 767 365
financières		56
exceptionnelles		616 626
Total	1 598 748	2 384 047

Etant donné la situation déficitaire, il a été jugé opportun de changer d'option fiscale concernant les amortissements dérogatoires en pratiquant une reprise de l'intégralité de ces amortissements au

30 juin 2011. L'impact sur les comptes se traduit par une reprise sur amortissements dérogatoires pour un montant de 616 626 €.

PROVISION POUR RISQUES PRUD'HOMMES

Ces provisions ont été évaluées en fonction des procédures en cours au 30/06/2011 et des jugements intervenus jusqu'à l'arrêté des comptes pour les dossiers concernés.

PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

L'engagement de la société en matière d'indemnités de fin de carrière est évalué en fin d'année. L'évaluation faite par un actuaire est basée sur la méthode prospective, conformément aux normes IFRS.

Les hypothèses économiques prises en compte en 2010 étaient les suivantes :

- taux d'actualisation est de 4.25%,
- taux d'inflation attendu sur le long terme de 2%,
- taux de progression des salaires : Inflation,
- Indexation des gratifications d'ancienneté : 0 %,
- Taux de charges sociales patronales : 44 % Richard Le Droff, 42 % Supra.

Cet engagement est intégralement couvert par une provision. Au 31 décembre 2010 une actualisation a été effectuée par l'actuaire et le montant total de la provision s'élève à 1 198 585 €.

PROVISION POUR MEDAILLES DU TRAVAIL

Il en est de même concernant l'engagement de la société en matière de médailles du travail. L'évaluation est faite par un actuaire, basée sur la méthode prospective, conformément aux normes IFRS.

Cet engagement est lui aussi intégralement couvert par une provision. Au 31 décembre 2010, une actualisation a été effectuée et le montant total de la provision s'élève à 85 741 €.

L'actualisation des provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail sera effectuée à la clôture de l'exercice 2011.

PROVISION POUR GARANTIE

La mise à jour de la provision pour garantie est constatée annuellement en fin d'année.

Elle est évaluée compte tenu des pièces fournies gratuitement, à celui des stations ainsi que des frais de port occasionnés lors de la réparation sous garantie d'appareils défectueux.

Cette provision a été évaluée conformément au taux de retour pour raisons techniques par rapport au chiffre d'affaires réalisé pour chaque famille de produits. La méthode d'évaluation a été revue, pour tenir compte de manière plus exacte des coûts de garantie par famille de produits et notamment des délais de garantie à couvrir. La grande majorité des coûts de garantie sont générés par des produits de négoce électrique garantis une année.

Le calcul se base sur les hypothèses suivantes :

- 1 Le calcul sur une année, sur les cas réels pris en charge par lignes de produits en garantie, en spécifiant la date de vente de SUPRA à son client, la date de vente au client final et la date de prise en charge en garantie. Nous déterminons ainsi le temps à couvrir en fonction de la date de vente par SUPRA et du temps de garantie lié au produit ;
- 2 Détermination du temps de garantie par produit par le SAV de SUPRA ;

- 3 nous calculons par ligne de produits (bois et électrique) le coût annuel des garanties (remplacement des appareils, coût des réparations externes, avoirs et transports pour service après-vente);
- 4 le coût annuel de la garantie par ligne de produit est mis en proportion du chiffre d'affaires de l'année pour calculer un pourcentage;
- 5 nous multiplions le pourcentage par la durée de garantie à couvrir ce qui donne le montant global de la couverture à provisionner;
- 6 enfin cette provision est comparée au total inscrit au bilan pour ajustement de la provision.

Ainsi les hypothèses retenues en 2010 pour le calcul de la provision pour garantie pour les appareils électriques et bois peuvent se résumer comme suit :

- le cout des garanties assurées aux clients en 2010 représente 0,9% pour le chiffre d'affaires annuel bois
- le cout des garanties assurées aux clients en 2010 représente 5,9% pour le chiffre d'affaires annuel électrique

Pour rappel, SUPRA alloue deux types de garanties qu'il convient de distinguer:

- Une garantie pièce et main d'œuvre pour les produits électriques de chauffage et de climatisation mobile, les appareils de chauffage à granulés (non encore commercialisés à ce jour).
- Une garantie pièce pour les appareils à bois en bûches. Dans le cadre de cette garantie, la pièce reconnue défectueuse est prise en charge. Les frais liés au remplacement de la pièce sont exclus du bénéfice de cette garantie.

Dans les deux cas, la garantie s'applique dans le cadre d'une installation et d'une utilisation conforme aux prescriptions de la notice et au respect des règles d'installations nationales pour les produits nécessitant une mise en œuvre.

Elles sont expressément décrites pour éviter tout litige.

Les exclusions concernent des pièces directement accessibles et que l'utilisateur peut endommager du fait d'une mauvaise utilisation voire de chocs comme la vitre d'un insert, les joints, ou encore les consommables comme les filtres à remplacer selon l'utilisation faite.

Les limitations concernent des pièces pouvant subir une usure prématurée dans le cas d'une installation ou d'une utilisation non conforme.

Ces limitations touchent en particulier les pièces intérieures des appareils à bois, au contact de la flamme, garanties 1 an.

Les statistiques de commercialisations de pièces montrent que seules ces pièces sont consommées.

Au vu des statistiques connues à ce jour, la garantie survient dans les 7 mois de la vente pour le matériel électrique et dans les 10 mois de la vente pour le matériel bois quelque soit la période de garantie prévue par ailleurs dans les conditions générales de ventes pour ces deux types de produits.

Ainsi une partie des coûts du service après vente ou d'avoirs émis concerne des ventes de l'exercice et les coûts afférents sont ainsi comptabilisés sur le même exercice.

Il convient donc de ne provisionner que les ventes de l'année qui statistiquement sont encore concernées par le risque de retours : les sept derniers mois de ventes pour le matériel électrique et les 10 derniers mois pour le matériel bois.

ETAT DES CREANCES en €

	Montant Brut	A 1 an au plus	à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	205 550	205 550	
Autres immobilisations financières	352 681	352 681	
Avances et acomptes versés	147 349	147 349	
Clients douteux ou litigieux	1 223 406		1 223 406
Autres créances clients (1)	8 726 040	8 726 040	
Personnel et comptes rattachés	448 331	448 331	
Sécurité sociale et autres	79 688	79 688	
Impôt sur les bénéfices (2)	1 813 305	412 633	1 400 672
Taxe sur la valeur ajoutée	1 118 774	1 118 774	
Autres impôts et taxes	3 939	3 939	
Divers	101 378	101 378	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	231 594	231 594	
Charges constatées d'avance	427 106	427 106	
TOTAUX	14 879 141	12 255 063	2 624 078

(1) « Autres créances clients » incluant les effets à recevoir au 30 juin 2011 pour un montant total de 1 267 835 €.

(2) dont créance de carry-back pour un montant de 1 190 610 € et créance pour crédit d'impôt recherche pour un montant de 618 949 €.

Informations sur les postes concernant les entreprises liées

La société SUPRA a conclu avec la société EDF un contrat de Coopération Commerciale au titre des années 2010 et 2011.

Ce contrat porte sur :

- la concession par EDF à la Société du droit d'utiliser les marques Bleu Ciel d'EDF
- les engagements d'EDF et les apports commerciaux au profit de la Société
- les engagements des parties pour 2010 portant sur les fiches travaux éligibles en tant que certificats d'économie d'énergie avec facturation correspondante.

Au titre de ce contrat, la société SUPRA a généré un chiffre d'affaires de 1 047 K€ sur le premier semestre 2011 (647 K€ au titre de 2010 et 400 K€ au titre de 2011). Ce montant est comptabilisé au compte « Clients, factures à établir ».

Créances liées aux certificats d'économie d'énergie (solde du compte client EDF au 30 juin 2011).

Eléments concernant les entreprises liées (en €)	
POSTE	Montant
Créances clients et comptes rattachés	1 072 812

Il n'y a pas de dettes au 30 juin 2011.

PRODUITS A RECEVOIR en €

	Montant au 30/06/2011
Créances clients et comptes rattachés	1 465 100
Autres créances	231 594
Etat	65 839
Total	1 762 533

Au 30 juin 2011, nous n'avons pas de portefeuille de SICAV en banque.

DETAIL DES CCA en €

Détail des charges constatées d'avance:	Montant au 30/06/2011
Locations	2 290
Maintenance et entretien	100 534
Assurances	23 691
Etudes et documentation	4 177
Publicité et catalogue	95 280
Transports	54 727
Frais postaux	1 600
Divers	17 478
Eco taxe et taxes diverses	80 445
Autres charges sociales	46 884
Total	427 106

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES en €

	Montant Brut	à 1 an au plus	+1 an < 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
à 1 an maximum à l'origine	6 453 130	6 453 130		
à plus de 1 an à l'origine	43 437	43 437		
Fournisseurs et comptes rattachés	8 124 332	8 124 332		
Personnel et comptes rattachés	2 103 919	2 103 919		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 138 945	2 138 945		
Taxe sur la valeur ajoutée	350 305	350 305		
Autres impôts et taxes et assimilés	222 937	222 937		
Impôt sur les bénéfices				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	234 210	234 210		
Groupe et associés				
Autres dettes	2 079 094	2 079 094		
Produits constatés d'avance	271 120	271 120		
TOTAUX	22 021 429	22 021 429	0	0

Charges à payer rattachées aux postes de dettes en €

	Montant au 30/06/2011
Emprunts et dettes établissements de crédits	238
Dettes rattachées aux comptes fournisseurs	3 893 573
R.R.R. & avoirs à établir	1 831 919
Personnel	2 097 614
Organismes Sociaux	957 572
Etat	222 937
TOTAL	9 003 853

Le montant des emprunts remboursés en cours d'exercice s'élève à 85 340 €. Le solde du capital restant à rembourser de 43 199 € se répartit de la manière suivante en fonction des investissements financés à l'origine :

- investissements d'équipements industriels : 43 199 €

Le solde de l'emprunt sera intégralement remboursé au 1^{er} août 2011.

D. Informations relatives aux postes du compte de résultat

1. Ventilation du chiffre d'affaires :

en €	CA France	CA Export	CA Total
- Négoce	6 729 234	2 302 943	9 032 177
- Production vendue	5 514 156	517 642	6 031 798
- Services	1 715 420	9 184	1 724 604
TOTAL	13 958 810	2 829 769	16 788 579

Le montant des transferts de charges de formation au 30 juin 2011 est de 24 221 €. Il s'agit des refacturations à l'ADEFIM 67/OPCAIM des frais annexes.

2. Détail des produits et charges exceptionnels :

DETAIL DES PRODUITS & CHARGES EXCEPTIONNELS en €

	Charges exceptionnelles
Dotations exceptionnelles	2 904
Dotations amortissements dérogatoires	0
Coût sur opération en capital (1)	495 142
Coût sur opération de gestion	70 665
Total Charges exceptionnelles	568 711
	Produits exceptionnels
Produits exceptionnels sur op. de gestion (2)	135 000
Reprises amortissements dérogatoires (3)	616 626
Produits exceptionnels sur opérations en capital (1)	102 005
Total Produits exceptionnels	853 631
Résultat exceptionnel	284 920

(1) Les opérations en capital représentent pour l'essentiel des cessions d'immobilisations concernant l'activité d'E-bois.

- (2) Un accord a été trouvé avec l'Union des Coopérateurs d'Alsace sur la résiliation du bail d'un local d'exposition. L'indemnité en faveur de Supra se monte à 135 000 €.
- (3) Au vu de la situation fiscale, il a été décidé de reprendre l'intégralité des amortissements dérogatoires pour un montant de 616 626 €.

3. Rémunération des dirigeants

La rémunération des membres du Comité de Direction s'élève à 706 620 € pour le premier semestre 2011.

4. Impôt sur les sociétés

4.1. Incidence des dispositions fiscales sur le résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice 2011 est affecté par des dispositions fiscales se chiffrant à 616 626 € au 30 juin 2011 relatifs aux mouvements de reprise de la provision pour amortissements dérogatoires.

4.2. Ventilation de la charge d'impôt

La charge d'impôt au 30 juin 2011 se décompose comme suit :

- Report en arrière des déficits (carry-back) : (1 190 610) €
- Crédit impôt recherche : (206 316) €

(En milliers d'euros)

Rubriques	Résultat avant impôt	Impôt Société	Résultat net après impôt
Résultat Courant	(9 330)	1 397	(7 933)
Résultat exceptionnel (et participation)	285	0	285
Résultat comptable	(9 045)	1 397	(7 648)

4.3. Allègement de la dette future d'impôt

(En milliers d'euros)

Montant en base

- Contribution Organic	26
- Autres provisions temporairement non déduites	132
<hr/>	
- Indemnités de fin de carrières	1 199
- Pertes reportables	12 831
<hr/>	
TOTAL allègements	14 188
<hr/>	
Situation fiscale différée nette	14 188 x 33,33%
	4 729

E. Autres informations

1. Effectif moyen au 30 juin 2011

Catégorie	Effectif salariés
Cadres & VRP	75
Assimilés cadres	29
Employés	88
Ouvriers	179
Total	371
Intérimaires	3
Total	374

2. Composition du capital

	Nombre d'actions	Capital en €
Capital en début d'exercice	1 103 378	1 682 089
Capital en fin d'exercice	1 103 378	1 682 089

Le capital social a fait l'objet d'une conversion globale au 31.12.2001.

- **Droit de vote double :**

L'Assemblée Générale du 13.12.1985 a décidé d'attribuer un droit de vote double de celui conféré aux autres actions à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire.

- **Stock options :**

L'ensemble des options consenties ont été à présent pleinement exercées, le plan se trouve clos.

- **Les actions propres :**

Au 31/12/2010, la société SUPRA détient à l'actif 24 538 actions constitutives de son capital dites actions propres pour un montant de 146 878.65 € et qui représentent 2,22 %.

3. Engagements financiers

a) Engagements donnés

Cautions en garantie d'opérations de crédits documentaires à l'importation :

Banque Populaire : 505 118 USD

Société Générale : 374 747 USD

LCL : Nantissement de matériel d'équipement : 43 437 €

Engagement de Crédit Bail mobilier : 10 653 €

b) Engagements reçus

Crédits documentaires : 4 500 000 €

Lignes de découvert : 8 200 000 €

Lignes de découvert en contrepartie de garanties (traites clients) : 6 000 000 €.

Lignes de découvert utilisées à fin juin 2011 : 6 437 802 €

Des contrats de couverture de change visant à couvrir des flux de trésorerie futurs ont été mis en place (détail ci-dessous). Il s'agit de contrats d'achats d'USD afin de couvrir les approvisionnements de produits en provenance de la zone Asie.

Echéances	Type	Montant disponible \$	Taux €/€	Montant €
29/07/2011	2011	320 951	1,4076	228 013
30/09/2011	2011	512 454	1,3555	378 055
30/12/2011	2011	400 000	1,4065	284 394

c) Engagements pris en matière de crédit bail et de contrats de location en €.

ENGAGEMENTS DE LOCATION							
Poste du Bilan	valeur des biens à l'origine	Dotation théorique	Redev. payées De l'exercice	Redevances restant à payer			Total à payer
				Jusqu'à 1 an	+1 an à 5 ans	+5ans	
Véhicules	1 137 013	113 701	119 819	157 705	181 659		339 364
Chariot élévateurs			81 656	63 916	14 207		78 124
Matériel de bureau			18 517	39 225	87 746		126 971
Location Faraone St Bonnet			40 630	54 173	270 865	45 144	370 182
Location Coop Obernai			1 384				0
Loc. Les Faisans Feu style			7 972	14 400	3 600		18 000
Loc. La Cheminée Feu style			26 110	12 960			12 960
TOTAUX			296 087	342 380	558 077	45 144	945 600

ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL sans option achat								
Poste du Bilan	Valeurs des biens à l'origine	Dotation théorique	Redevances payées		Redevances restant à payer			Total à payer
			De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	+1 an à 5 ans	+5ans	
Fendeuses	312 622	31 262	5 490	159 222				0
Matériels informatiques	423 073	70 512	82 821	219 801	132 234	108 081		240 315
TOTAUX			88 312	379 023	132 234	108 081	0	240 315

ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL avec option achat									
			Redevances payées		Redevances restant à payer				
Poste du Bilan	Valeur des biens à l'origine	Dotations théoriques	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	+1 an à 5 ans	+5ans	Total à payer	Prix d'achat résiduel
Véhicules	40 461	4 046	4 730	18 594	10 056	2 065		12 121	387
TOTAUX			4 730	18 594	10 056	2 065	0	12 121	387

4. Tableau des flux de trésorerie

4.1 Capacité d'autofinancement

	30/06/2011
Excédent brut d'exploitation	(8 561 608)
(+) transfert de charges	112 543
(+) produits divers de gestion	22 992
(-) charges diverses de gestion	81 101
(+) produits financiers hors reprises	31 181
(-) charges financières hors dotations	162 196
(+) produits exceptionnels hors reprises, cessions et subv.	135 000
(-) charges exceptionnelles hors dotations	194 165
(-) intéressement des salariés	
(-) impôt sur le bénéfice	-1 396 926
Capacité d'autofinancement	(7 300 428)

4.2 Tableau de financement

	30/06/2011
Ressources et financement de l' exercice	
Capacité d'autofinancement de l'exercice	
Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :	
Cessions d'immobilisations :	
- incorporels	
- corporels	102 005
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	60 548
Augmentation des capitaux propres	
Augmentation de dettes financières :	
- emprunts	
- autres dettes financières	
Total des ressources	162 553
Emplois fixes de l'année	
Insuffisance d'autofinancement	7 300 428
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :	
Immobilisations incorporelles	134 764
Immobilisations corporelles	1 036 520
Immobilisations financières	50 000
Réduction de capitaux propres (et avances conditionnées)	
Remboursement de dettes financières :	
- emprunts	85 340
- autres dettes financières	
Total des emplois	8 607 052
Variation du fonds de roulement net global	(8 444 499)

**Rapport semestriel d'activité
au 30 juin 2011**

I - Evènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels

a) L'activité au premier semestre 2011 :

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2011 est en diminution de 22% par rapport au premier semestre 2010 et s'élève à 16 789 K€ contre 21 521 K€.

Après un premier trimestre en diminution de 20%, le second trimestre 2011 s'établit en recul de 23,5% par rapport au second trimestre 2010. Globalement, le chiffre d'affaires du premier semestre est en recul, conséquence de :

- L'impact de la LME (Loi de Modernisation de l'Economie) qui a modifié sensiblement les comportements des acteurs économiques ; notamment chez les grossistes.
- La réduction très significative des stocks dans les grandes surfaces de bricolage.
- L'attente par nos clients des nouveautés produits 2011 livrables à partir du mois de juillet 2011.
- L'effet de l'arrêt de l'activité climatiseurs pour 1,3 M€.

Par ailleurs, le portefeuille de commandes à fin juin 2011 est en diminution de -20% par rapport à fin juin 2010, malgré le bon accueil des nouveaux produits, ce qui traduit une grande prudence de l'ensemble des réseaux avant le démarrage de la saison au mois d'août.

Le résultat d'exploitation passe de -7 418 K€ à -9 198 K€ à fin juin 2011 du fait de la baisse des volumes.

Le résultat net passe pour sa part de -7 279 K€ à -7 648 K€. Au vu des pertes fiscales de l'année 2010, nous avons décidé de reprendre l'ensemble des amortissements dérogatoires soit un impact positif de 616 K€ sur le résultat net.

b) Faits marquants au 30 juin 2011 :

La réflexion engagée sur l'avenir du site de production à Obernai avait conduit la Direction de la société à prendre la décision, dès 2010, de revoir les plans d'amortissements des équipements pour tenir compte de leur terme probable d'utilisation à fin 2012 et d'accélérer la dépréciation des installations. Cette réflexion n'ayant pas abouti en 2011, il a été décidé de revenir aux durées d'amortissements initiales. A ce titre, les dotations complémentaires sur le 1^{er} semestre 2011 n'ont pas été constatées pour 706 K€.

Au vu des pertes fiscales de l'année 2010, nous avons décidé de reprendre l'ensemble des amortissements dérogatoires soit un impact positif de 616 K€ sur le résultat net.

Enfin, nous avons décidé de reporter en arrière le déficit fiscal réalisé sur l'exercice 2010 pour un montant de 3 572 K€. Le montant de carry-back qui en résulte, soit 1 191 K€, a été constaté en créance sur le premier semestre 2011.

II - Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice

Comme chaque année, la consommation des ménages doit prendre le relais à partir du mois de septembre 2011 pour que nos clients puissent engager le réassort de nouvelles commandes. C'est le principal facteur d'incertitude car nos clients ont bien accueilli nos offres produits et en particulier les nouvelles gammes.

Notre capacité logistique à livrer dans des périodes de temps de plus en plus courtes sera l'autre facteur majeur pour la réussite de la saison.

Compte tenu de la saisonnalité de notre activité de plus en plus marquée au fil des ans, le deuxième semestre représente traditionnellement la période de fortes ventes des produits de chauffage au bois, la réalisation de notre résultat s'effectuant durant cette période.

Cependant, il faudra rester attentif à l'évolution du prix très volatile des matières premières sidérurgiques et des frais de transport en particulier qui pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de fin d'année.

Risque de liquidité : Supra a fourni dans les annexes un échéancier de sa dette moyen long terme à taux fixe de 43 K€ au 30 juin 2011. Nous n'avons pas de clause de défaut sur cet emprunt.

A l'heure actuelle, nos lignes de trésorerie court terme avec nos partenaires bancaires sont de 12,7 M€ sans garantie pouvant être augmentées jusqu'à 18,7 M€ avec des créances clients en garantie. De fait, le risque de liquidité à ce jour est nul. Notre position au 30 juin 2011 en termes de lignes court terme reste identique à celle de la fin d'année 2010.

Risque de change : Supra a une politique de couverture de ses besoins de change prévisionnels qui consiste à couvrir au maximum 75% des besoins de l'année N+1 prévus au budget sur le dernier trimestre de l'année N.

De fait, 2,3 MUSD de couvertures au taux moyen de 1,37 USD/1€ ont été pris auprès de deux banques (67% pour l'une, 33% pour l'autre) pour couvrir l'ensemble de nos besoins 2011. Nous avons 1,2 MUSD de couvertures disponibles au 30 juin 2011 pour couvrir le reste de nos achats prévisionnels 2011.

Risque sur les actions : Supra détient un portefeuille de titres Supra pour une valeur d'achat de 146 878,65 € pour 24 538 actions soit un prix d'achat moyen de 5,986 €. Le conseil d'administration décide des mouvements sur les titres et de l'utilité de garder ce portefeuille. La situation au 30 juin 2011 reste identique à celle de la fin 2010.

III – Evénements post-clôture

Par communiqué de presse du 29 juillet 2011, EDF Energies Nouvelles Réparties (EDF ENR) a annoncé être entrée en négociation exclusive avec PERCEVA Capital dans le cadre de l'étude de la cession d'un bloc de contrôle majoritaire de notre société (coté au Compartiment C Eurolist). EDF ENR détient aujourd'hui 81.3% du capital de Supra SA.

PERCEVA Capital propose d'acheter à EDF ENR 58% des titres Supra SA à un prix par action égal à 10.88 €, EDF ENR devenant actionnaire minoritaire de notre société via le véhicule de reprise auquel elle apporterait en nature le solde de sa participation dans Supra sur la base du même prix de 10.88 € par action.

La proposition de PERCEVA sera soumise prochainement à la consultation de nos instances représentatives du personnel. La réalisation de cette opération serait en outre soumise à des conditions suspensives, notamment à l'approbation des autorités françaises compétentes.

A l'issue de ces opérations, un projet d'offre publique d'acquisition simplifiée, portant sur les titres des actionnaires minoritaires de la société Supra SA, serait déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers à un prix par action égal à 10.88 €.

IV – Transactions entre parties liées qui ont eu lieu durant les 6 premiers mois de l'exercice

La société SUPRA, partie signataire, bénéficie des dispositions du contrat-cadre de coopération national sur le marché de la rénovation des logements conclu avec la société EDF et des avenants subséquents.

Ce dispositif contractuel qui fixe les engagements des parties, notamment sur la remontée des fiches travaux éligibles en tant que certificats d'économie a généré un chiffre d'affaires de 1 047 K€ sur le premier semestre 2011 (647 K€ au titre de 2010 et 400 K€ au titre de 2011).

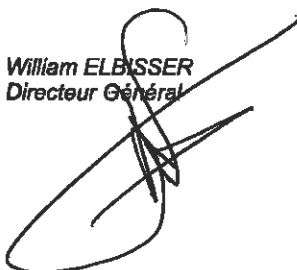
V – Attestation

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes semestriels sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle peut être confrontée, conformément aux dispositions de l'article 222-6 du Règlement Général de l'A.M.F.



Olivier PAQUIER
Le Président du Conseil d'Administration

Pour valoir ce que de droit
Obernai, le 29 août 2011



William ELBISSER
Directeur Général